

droits du tarif général, et en donnant une forte préférence aux marchandises anglaises. Mais nous avons fait plus que cela. Nous avons voulu que le tarif fût réglé de façon à donner plus de liberté au commerce domestique et étranger. Nous y avons réussi. Sous le tarif actuel le commerce domestique a pris des proportions énormes; il faut attendre le recensement pour connaître quelle a été cette proportion. Dans notre commerce étranger, nous le savons tous, un changement merveilleux s'est produit. En 1896 l'importation totale s'élevait à \$118,000,000, et nos exportations à \$121,000,000. En 1908 les importations furent de \$370,000,000, et les exportations de \$280,000,000. Le tarif a été réglé de façon à porter le commerce étranger du Canada du chiffre de \$240,000,000 qu'il était en 1896 à celui de \$650,000,000 en 1908. Avons-nous rempli nos promesses sous ce rapport? Le peuple nous avait dit de régler le tarif de manière à faire revenir la prospérité dans le pays. L'avons-nous fait? Dès que nous eûmes mis notre programme à exécution, la prospérité est venue et a continué depuis. Le peuple sait que c'est vrai.

Je veux maintenant toucher à un autre sujet. L'honorable député de Toronto-nord, l'autre jour, posait la question suivante: Avez-vous rendu le commerce plus libre? Quand l'avez-vous rendu plus libre? C'était un des articles de votre programme. A cette question je répons: Nous avons fait notre commerce plus libre avec le monde entier en faisant des réductions dans notre tarif général des douanes. En outre nous l'avons fait plus libre encore avec l'Angleterre, la Nouvelle-Zélande, l'Afrique du Sud, les Indes, les Antilles, la Guyanne, et tout dernièrement avec la France, et nous avons en plus jeté les bases d'un commerce plus libre avec d'autres pays, si ceux-ci le désirent, en établissant un tarif de préférence. Nous avons persistamment mis en pratique le principe qui a été posé à la convention libérale. Le Gouvernement a tenu à mettre en pratique tous les principes concernant le commerce approuvés dans cette convention.

Je répondrai maintenant à quelques-uns des conseils que l'honorable député de Toronto-nord a donnés à mon honorable ami le ministre des Finances. Il a dit que lorsque le revenu est florissant, le ministre des Finances devrait en appliquer une partie à la diminution de la dette. Cette proposition peut avoir certain mérite, mais je dirai à mon honorable ami qu'il a perdu de vue le fait qu'il valait mieux pour le ministre des Finances ne pas suivre cet avis. Pourquoi? Parce que les dépenses mêmes qu'il a faites ont contribué dans une large mesure à produire la grande prospérité qui règne dans le pays. La chose est facile à voir pour tous ceux qui réfléchissent un

instant. Employer les surplus à des objets qui rapportent 10, 15 et 50 p. 100 est beaucoup mieux que les mettre en réserve. Mon honorable ami a dit que nous devrions mettre à part une partie de ce revenu abondant, et il a prétendu que si nous n'avions pas fait ces fortes dépenses, nous aurions eu la même abondance de revenus. Mais, nous ne l'aurions pas eue. Le revenu que nous retirons est le résultat des sages dépenses que nous avons faites. Il ne faut pas perdre cela de vue.

M. GEORGE TAYLOR: Oui, en achetant des quais de sciure de bois.

L'hon. M. PATERSON: Non, pas en achetant des quais de sciure de bois; non. Si l'honorable député (M. Taylor), veut discuter cette question, j'y viendrai dans quelques minutes. Quelles sont les grandes dépenses que nous avons faites? L'honorable député de Toronto-nord nous a demandé de montrer les acquisitions utiles que nous avons faites pour le pays ou qui ont produit ou stimulé la dépense de ces millions dont il a parlé. Je vais lui dire quelques-unes des choses que nous avons acquises; en faire une énumération complète serait trop long.

M. G. TAYLOR: Commencez par le pont de Québec.

L'hon. M. PATERSON: Non, je vais vous dire où je vais commencer. Je commencerai d'abord par vous dire qu'en dépensant plusieurs millions pour l'immigration, nous avons augmenté la population. Est-ce que les centaines de milliers d'immigrants ne sont pas un placement durable et avantageux pour le pays? Nous avons dépensé de \$7,000,000 à \$8,000,000 pour cela, il est vrai. Mais voyons ce que nous en avons retiré. Il nous est venu dans une année, nous dit-on un demi-million d'immigrants qui ont apporté avec eux de 80,000,000 à 100,000,000 de dollars en argent. N'est-ce pas là une dépense sage? Qui prétendra le contraire? Deuxièmement, nous avons amélioré le chemin de fer intercolonial. L'opposition dit que ce chemin de fer ne donne pas aujourd'hui de profits, mais cette dépense ne procure-t-elle pas à ceux qui s'en servent des avantages de transport et autres?

De plus fortes sommes mises à la disposition des gouvernements provinciaux grâce à l'augmentation des subventions qui leur sont accordées. Quelques millions ont été absorbés de ce chef. Est-ce là un avantage? Cet argent est retourné au peuple, il est allé aux gouvernements des diverses provinces qui en font la dépense dans l'intérêt de leurs administrés, et ces administrés c'est le peuple, c'est la population canadienne. Est-ce là une dépense sage? Ces sommes sont allées aux industries du fer et de l'acier sous forme de primes. Des millions